

Reagan que le problème des pluies acides est une question sérieuse. Voilà toute une réalisation!

Des voix: Bravo!

LA RÉACTION AUX ÉTATS-UNIS

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, le ministre sait-il ce que le sénateur Max Baucus du Montana a déclaré? Il s'est étonné de voir que le président n'ait pas fait plus et que le premier ministre l'ait laissé s'en tirer à si bon compte. Pourquoi le ministre ne cesse-t-il pas de se monter la tête et ne reconnaît-il pas que ce que nous avons obtenu à Washington au sujet des pluies acides est dérisoire?

Des voix: Bravo!

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député cite ce qui fait son affaire. Hier, le gouverneur du New Hampshire, qui avait critiqué très ouvertement l'action du président en matière de pluies acides, a salué l'accord comme une performance mémorable du premier ministre dans ses relations avec les États-Unis, comme l'ont fait le gouverneur du Wisconsin et le gouverneur de l'Illinois. Ce ne sont là que trois puissants critiques du président parmi d'autres sur cette question, qui voient une réalisation majeure dans ce qui s'est fait hier.

LES AUBERGES ET LES CAMPS DE PÊCHE DE L'ONTARIO

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, ma question s'adresse elle aussi au ministre de l'Environnement. Même si le président Reagan a accepté le rapport, il n'y aura pas de diminution importante des pluies acides, au moins pendant la période de recherche de cinq ans. Le ministre a parlé plus tôt du coût de la réduction des émissions. Je voudrais lui demander combien la non-réduction et l'inaction coûteront.

Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour les centaines d'auberges et de camps de pêche de l'Ontario qui, d'après le rapport des envoyés spéciaux, devront fermer d'ici l'an 2000 si rien ne se passe? Plusieurs centaines de ces camps devront certainement fermer dans un avenir rapproché si aucune mesure n'est prise. Qu'est-ce que le gouvernement fait pour les gens qui perdront leurs moyens de subsistance à cause de l'inaction du gouvernement américain?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, la prémisse de la question est tout à fait fautive. Les choses ne seront pas bloquées pendant cinq ans à cause de ce qui a été accompli au sommet hier et avant-hier. De fait, comme je l'ai dit hier à la Chambre et comme le président lui-même l'a reconnu à Washington, ce n'est pas un aboutissement, mais un début.

Les deux pays reconnaissent la gravité du problème et sa nature transfrontalière. Ils ont pris un engagement à l'égard d'un processus qui garantira que toute cette question ne sera pas oubliée après le sommet. Nous ne laisserons pas tomber le problème tant qu'il n'aura pas été résolu. Nous nous sommes engagés à trouver la solution et, à cause de ce que le premier ministre a fait, le président des États-Unis s'y est engagé lui aussi.

Questions orales

L'AVENIR DES CANADIENS DONT LES MOYENS DE SUBSISTANCE SONT MENACÉS

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement a dit que c'était le début d'un long processus. Je suis d'accord avec lui. Que fera-t-il pour ceux dont les moyens de subsistance seront menacés par ce qui se passera au cours des cinq prochaines années plutôt que par ce qui se passera à la fin du processus maintenant en marche? Qu'est-ce que le gouvernement du Canada compte faire pour les centaines de milliers de Canadiens dont les moyens de subsistance dépendent de l'environnement que les pluies acides sont en train de détruire?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député demande ce que le gouvernement du Canada compte faire. Je peux vous dire ce qu'il a fait déjà et ce qu'il fera maintenant. Nous nous sommes engagés à dépenser 300 millions de dollars dont 150 millions de dollars directement pour réduire les émissions qui causent les pluies acides. Nous avons signé des accords avec sept provinces pour réduire les émissions causant les pluies acides de 50 p. 100 d'ici 1994 par rapport aux chiffres de 1980. Nous avons établi des règlements qui réduiront de moitié les émissions autorisées pour les véhicules à moteur. Nous nous lançons dans un programme important de concert avec la Fondation pour la protection du patrimoine pour nous occuper du...

M. le Président: A l'ordre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, le gouvernement est, à juste titre, mortifié par les résultats des pourparlers sur les pluies acides, et je passerai donc à un autre sujet, afin de lui donner un peu de répit.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: Le premier ministre a-t-il fait part au président des craintes qu'inspire au Canada la politique qu'il suit à l'égard du Nicaragua, qui consiste à accorder une aide militaire accrue aux contre-révolutionnaires? Le secrétaire d'État pourrait-il nous expliquer pourquoi il n'a pas assisté à ces entretiens, afin de défendre ce point de vue au nom du gouvernement canadien?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, tout comme je l'avais fait la semaine précédente lorsque j'ai rencontré le secrétaire d'État Shultz, le premier ministre a signalé au président les divergences de vues entre le Canada et les États-Unis au sujet de la nature du problème en Amérique centrale et, par conséquent de la solution.

LA POSITION DU CANADA

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Eh bien, le secrétaire d'État pourrait-il nous préciser la nature de la solution qui a été proposée par le premier ministre, et la réponse du président?